

CARNET DE LA MÉTAMORPHOSE

N° 4 - AVRIL 2018



La prise de conscience d'une transformation profonde de notre société est dans tous les esprits. Elle suscite des réactions diverses, de crainte et de repli parfois, le plus souvent elle porte un grouillement d'initiatives individuelles et collectives qui portent la métamorphose. Cela fait une cinquantaine d'années que le monde n'avait pas connu un tel bouillonnement : depuis les années 60-70, dont les « mai 68 » un peu partout dans le monde avaient été les points culminants. La différence fondamentale aujourd'hui, c'est la prise de conscience collective de la métamorphose alors que beaucoup d'observateurs n'avaient ni anticipé ni tiré les conséquences des transformations profondes de la société qui s'opéraient alors. La socioperception n'avait pas fait les progrès qu'elle a faits depuis. Pourtant la métamorphose en cours est presque sans slogan ni porte-parole, elle est celle des oscillations quotidiennes de la vie des gens et des groupes sociaux. Elles procèdent d'une logique du vivant qui procède par essai-erreur, par « autopoïèse ».

Qu'il s'agisse de la montée en puissance de la préoccupation sociétale de la part des entreprises, de la diffusion de nouveaux modes d'éducation scolaire, de l'apparition de coagulations visant à contenir les excès dé-régulateurs des GAFAM ou des discussions/tensions sur la façon dont vont s'arbitrer les opportunités et les menaces du développement du numérique, **partout nous constatons que la logique du vivant pousse à un nouvel équilibre du fonctionnement de la société et à une nouvelle forme de contrat social.**

La métamorphose passe, également, par une mutation du local et la responsabilisation des acteurs à tous les niveaux. On assiste ainsi à des « tribulations du local » pour son renforcement identitaire et la reprise en main de son destin en même temps qu'au développement d'une micro-connectivité très dynamique.

La coagulation des gouvernements, des partis, des entrepreneurs en pointe et de la société des gens pour renforcer le rôle sociétal de l'entreprise.

Dans le précédent numéro des carnets de la veille nous avons donné des illustrations de « coagulations » politiques et médiatiques. Dans le numéro spécial des Carnets de la Métamorphose consacré à « l'Europe poisson pilote de la métamorphose » nous avons également abordé ce sujet. Les coagulations jouent un très grand rôle dans la métamorphose. Elles peuvent orienter le sort d'une élection politique, peuvent provoquer des retournements de situation, accélérer des transformations. **Les signaux faibles se multiplient qui nous indiquent que les entreprises sont de plus en plus interpellées par la métamorphose.** Cette situation a déjà été observée en matière de respect de l'environnement. Sous la pression de l'opinion publique et des législations renforcées des Etats, les entreprises ont été conduites à intégrer la dimension environnementale. Il semble qu'une évolution de même nature soit en train de s'opérer en matière de respect de la société, de comportements éthiques, de préoccupation des individus. **Une prise de conscience écologique humaniste pourrait se renforcer.** Cela pourrait aller beaucoup plus loin que les obligations que nous connaissions en matière de santé publique ou de droit du travail. Cela porterait sur les équilibres sociaux et sociétaux.

Cette coagulation réunit de multiples acteurs.

D'abord des **gouvernements** qui, à l'instar du gouvernement français, veulent rajouter un objectif sociétal à la vocation économique de l'entreprise. Objectif sociétal qui serait inscrit dans le code civil. La refonte du statut de l'entreprise proposée par le président Macron et porté comme message principal à la dernière rencontre de Davos est un exemple de cheminement vers une plus grande responsabilisation sociétale de l'entreprise. Dans le cadre de la loi Pacte, une mission « Entreprises et bien commun » a été confiée à une personnalité de premier plan en matière d'engagement sociétal, Nicole Notat, et à un grand patron industriel, Jean Dominique Sénard, connu pour ses positions ouvertes sur ces sujets et signataire d'un appel à la croissance raisonnée avec une dizaine de grands patrons français (évoqué dans le Carnet de la Métamorphose n°1). Des travaux préalables suggéraient de créer des « entreprises à missions, à objet social élargi ». Bien que le Medef ait déclaré son opposition et que quelques grands patrons français fassent le siège du ministre de l'Economie pour le dissuader de prendre de telles mesures, ce mouvement vers une plus grande responsabilité sociétale de l'entreprise au service du bien commun nous paraît inscrit dans la Métamorphose et à terme hautement probable. L'observation des évolutions du débat en cours va dans ce sens et l'on peut constater que les lignes bougent.

Des dirigeants également. Le forum de Davos était lui-même cette année consacré à la responsabilité sociale et environnementale des entreprises dans un monde décrit comme « fracturé ». Au-delà des positions du président français se sont succédés de nombreux dirigeants comme l'indienne Indra Nooyi, PDG de PepsiCo, deuxième groupe alimentaire mondial, qui appelle à « construire une croissance durable à long terme tout en laissant une empreinte sociétale et environnementale positive ». On sait néanmoins que les marges de manœuvre des dirigeants sont contraintes, notamment par l'exigence de résultats court terme, point que n'a pas manqué de rappeler Carlos Ghosn.

Au-delà des gouvernements, ce sont aussi certains partis politiques qui vont dans le même sens, pendant que des **médias** ne cessent de dénoncer les comportements des entreprises qui fraudent le fisc, s'organisent mondialement pour ne pas payer d'impôt, licencient sans se préoccuper du sort des personnes licenciées.

Par d'autres voies, avec son « America first », le président Trump vise à contraindre les multinationales américaines à payer leurs impôts aux USA, à rééquilibrer le commerce international dans un sens qui serait plus favorable au territoire américain et en particulier aux territoires sinistrés de l'ancienne économie (automobile, sidérurgie...).

Les différents publics ne vont pas sans agir, et les exemples sont nombreux de transfert d'achat vers des petites entreprises de proximité, qu'il s'agisse d'agriculteurs, de petites entreprises ou de circuits de distribution de proximité. Ces mouvements se font aux dépens des grandes multinationales, qui voient leurs parts de marché s'effriter ou progresser moins vite que celle de leurs petits concurrents.

Le World Human Forum de Delphes (Grèce) intitulée "From Vision to Action" qui a eu lieu fin mars au Centre Culturel Européen est une manifestation de ce vaste mouvement. L'objet de cette réunion était de montrer de manière tangible, grâce à une série de mini-conférences et de témoignages sur le terrain de citoyens passés à l'action dans tous les secteurs (santé, alimentation, migration, développement durable, technologie, éducation, économie, politique, philosophie, développement personnel, arts et bien d'autres), la réalité du phénomène de la Métamorphose Humaniste telle que présentée par Alain de Vulpian. Face à la multitude de problèmes auxquels est confrontée notre société, on constate un éveil des consciences individuelles et l'essor de citoyens responsables, créatifs et autonomes qui, mettant en avant les nouvelles valeurs humanistes de notre ère, se mobilisent, chacun dans leur sphère, pour inventer des solutions innovantes, généreuses et efficaces.

Après la lecture du livre d'Alain de Vulpian, **l'EMCC France** (association européenne de coaching) a **organisé son colloque 2018 sur le thème qui nous est cher de l'éloge de la métamorphose**. Ils ont invité pour en parler Alain, Irène, Caroline et Corinne les 23 et 24 mars 2018. L'EMCC et son équipe colloque avait réussi à réunir 430 personnes durant 2 jours sur ce thème, preuve s'il en est que les signaux faibles sont actifs sur le sujet. Les participants étaient Dirigeants, DRH ou coachs, et ils se sont sensibilisés durant deux jours à la socioperception. Grand succès pour ce partenariat qui montre combien ce thème intéresse maintenant les organisations en France.

Une Education qui cherche à libérer les talents.

Les initiatives en faveur d'une libération des talents sont de plus en plus nombreuses. Signal faible à très forte portée transformatrice, l'école est progressivement en train d'être repensée. Cette réinvention qui se profile emprunte les voies de la métamorphose. Elle part du terrain et pas des autorités réformatrices ; elle vise à faire bouger les lignes de programmes d'enseignements jugés trop rigides, bridant les talents plus que contribuant à les épanouir ; elle mobilise des parents, des enseignants, des pédagogues, des enfants désireux de réunir les conditions d'un apprentissage vivant, libéré des contraintes du nivellement collectif (contenu, rythmes, méthodes...).

« **L'École démocratique de Paris** » en est un exemple. Il en existe 30 aujourd'hui en France et une vingtaine d'autres sont en cours de création. Il s'agit d'une école privée hors contrat, avec des classes réunissant des élèves âgés de 4 à 20 ans. Le but est de favoriser l'entraide et de trouver une motivation intrinsèque. Elle est « sans programme » afin que les enfants puissent exprimer leur envie d'apprendre. L'initiative vient d'une communauté de parents qui souhaitent une école juste, alternative et désirent un changement pour leurs enfants. On peut parler sans doute d'une prise de conscience de la métamorphose. L'école suit un modèle démocratique dans le sens où elle a mis en place des tarifs dégressifs et intégré un conseil des enfants et un conseil de justice dans son fonctionnement.

Dans cette volonté de faire émerger les « talents », on peut également évoquer la Living School, qui est exclusivement destinée aux élèves de maternelle et élémentaire et associe étroitement les parents à son fonctionnement.

Dans les librairies, les livres sur les nouvelles écoles font ainsi partie des meilleures ventes (cf. *Le livre des vrais surdoués*). On passe ainsi d'un système fondée sur des notes scolaires et des compétences à un système fondé sur la détection de talents.

La réforme du lycée va également dans le sens d'une libération des talents en permettant à chaque élève de trouver ses intérêts, d'élaborer en quelque sorte son propre programme.

Aux États-Unis s'est développé la notion d'**empowerment**, qui pour le moment n'est pas si perceptible en France. Il y est possible de procéder à la reconnaissance et validation de compétences fondées sur les vécus, les expériences. On constate globalement un mouvement de libération des énergies, forme de révolution silencieuse qui s'organise de manière organique (logique du vivant).

Dans les milieux universitaires, on note l'émergence de nombreuses initiatives en faveur d'un décroisement des apprentissages, la recherche d'approches plus transdisciplinaires. Par exemple, l'INRIA s'est récemment installé à la station F (incubateur et rassemblement de start up normalement plutôt fermées sur elles-mêmes) chargé de faire un lien entre la recherche publique française et les entreprises. C'est une forme de ce que nous appelons "*coagulation*". Il semblerait donc qu'il y ait une émergence de tiers-lieux dans les milieux universitaires, de formes d'action qui veulent sortir du cadre commun et proposer un nouveau mode de gouvernance.

Rôle reconnue de la parole: l'initiative Éloquentia. A l'initiative de l'association « La Coopérative Indigo », ce « programme d'expression publique », hébergé à l'université Paris 8 de Saint-Denis prépare des jeunes (peuvent s'y inscrire tous les étudiants de l'université ainsi que tout habitant du département âgé de 18 à 30 ans) à un concours d'éloquence qui se présente sous la forme d'une joute oratoire. Les élèves sont encadrés par des spécialistes de la prise de parole en public (avocats, artistes de renom,...) et l'usage de toutes les formes d'expression est possible. Les candidats peuvent ainsi faire leur éloquence en poésie, discours, plaidoirie, slam...

La finale de la sixième édition du concours a eu lieu en février 2018 à l'Académie des Beaux-Arts, sous la coupole de l'Institut, en présence de la ministre de la Culture..., tout un symbole. Un film a été issu de cette initiative (*A voix haute*). L'important ici est que la parole est véritablement « incarnée et vécue », elle réintègre son rôle de vecteur d'authenticité, elle « crée » son auditoire.

A la manière où, sur les réseaux sociaux, les individus, experts de leur quotidien, réunissent parfois des milliers de personnes en osant une parole libre, authentique et pleine de bon sens. Chacun devenant ainsi un influenceur. On passe d'une dominante de « sachants technocrates » à une multiplicité de « simples expertises ».

France laboratoire de la gestation politique.

Nous disions dans « Eloge de la métamorphose » que la persistance de la démocratie représentative bipartite était dépassée par la complexité du vivant, n'était pas en phase avec la métamorphose de la société des gens et bloquait les transformations. Les déficits de bien commun sont au cœur du débat. La gouvernance devenait inefficace et suscitait populisme et « démagisme », facteurs de chaos.

Depuis, dans notre pays, le système alternatif partisan a été gravement atteint, voire peut-être éliminé. La France s'est débarrassée d'une façon imprévue de l'ancien système (cf. carnet 2).

Cela nous semble faire de la France un laboratoire privilégié de la métamorphose, un lieu où observer les émergences positives et négatives. Dans ce contexte, les innovations en accord avec la métamorphose humaniste devraient être sélectionnées positivement : le mouvement "En Marche !" nous a toujours semblé constituer un laboratoire de la métamorphose, il "tâtonne", il se crée en autopoïèse. Par exemple, avec le MOOC "Agir près de chez moi", chacun peut comprendre qui fait quoi sur son territoire, identifier les acteurs en place, les problèmes spécifiques à son territoire sur lesquels il a envie de s'investir, trouver le projet local existant pour répondre au problème sur lequel il veut agir, définir son plan d'action et poser la première pierre de son projet, lui donner un cadre sur la durée et explorer l'univers des suites possibles.

C'est avec les lunettes de la métamorphose que nous invitons à regarder la France et aussi probablement une autre Europe. Celui d'un « Laboratoire de la métamorphose » où les acteurs bloquants sont très affaiblis et pourraient s'effondrer, peut-être durablement, où s'invente et s'expérimente une nouvelle forme de démocratie participative, où un nouveau projet sociétal plus équilibré se construit.

Face au cri de colère du peuple italien exprimé dans les élections de mars, on peut aussi garder en tête les images du film-documentaire sorti en 2016 "Un paese di Calabria". Comme beaucoup de villages du sud de l'Italie, Riace de Calabre a longtemps subi un exode rural massif. Un jour, un bateau transportant deux cents Kurdes échoue sur la plage. Spontanément, les habitants du village leur viennent en aide. Petit à petit, migrants et villageois vont réhabiliter les maisons abandonnées, relancer les commerces et assurer un avenir à l'école. C'est ainsi que chaque jour depuis 20 ans, le futur de Riace se réinvente.

Mais ceci serait-il possible hors d'Italie? Cet exemple montre que la métamorphose passe notamment par le local et la responsabilisation des acteurs à tous les niveaux.

Quand les autonomistes font culture commune et portent la métamorphose vers plus de responsabilité locale et de démocratie participative.

L'actualité politique du monde est riche des tensions entre le local et le global. Qu'il s'agisse du Brexit, des difficultés de l'Europe à 28, des tentations protectionnistes aux USA, des tensions au Moyen Orient, tous les jours la scène locale se rappelle en contrepoint de la mondialisation. On pourrait y rajouter l'indépendance de la Catalogne ou encore la demande d'autonomie de la Corse. On ne répertorie pas moins de 150 revendications d'autonomie dans le monde. Alors qu'on aurait pu penser qu'avec le temps la vigueur des séparatismes s'émousserait. C'est plutôt l'inverse que nous constatons.

Il y a dans ces tentations autonomistes des situations extrêmement différentes qui ne peuvent être amalgamées. Les motivations du Brexit ou la tentation protectionniste portée par les électeurs de Donald Trump n'ont rien à voir avec la demande d'autonomie de Catalans ou d'Écossais qui voudraient que leur « pays » adhère directement à l'Europe. Certaines nous semblent porteuses de la métamorphose, d'autres pas.

Il y a dans certaines revendications d'autonomie quelque chose qui relève du creusement d'un sentiment identitaire. Une forme d'approfondissement du « moi » qui déboucherait sur un « moi-nous » réunit par une communauté de lieu, d'histoire et de destin. En filigrane s'exprime le sentiment que les problèmes se règlent mieux à une échelle où l'on peut mieux voir ce qui se passe et où l'on peut avoir de l'influence. On se sent finalement plus confortable pour faire face aux situations si l'on peut avoir une emprise directe sur les choses. Alors que la constitution des nations, et des entités supranationales étaient supposées apporter plus de protection et de force, c'est la perception inverse qui domine aujourd'hui. Cette perception se nourrit d'un déficit de démocratie profondément ressentie et d'inefficacité globale.

Il y a des ressentis communs qui nourrissent des coagulations de gens, des envies de partager des causes, des sentiments de révoltes communautaires. Ce qui alimente ces ressentiments c'est la perception d'injustices, la non-reconnaissance, le mépris... l'impression que les élites sont de plus en plus détachées des préoccupations des gens, de la vraie vie, des difficultés basiques...

C'est aussi un signe de maturité pour ceux qui sont tentés par une plus grande autonomie des territoires de vouloir reprendre les choses en mains. On peut constater un souci plus fort de participation, de prise de responsabilité, de prise en compte de la diversité, de réduction des contraintes d'un fonctionnement global jugé trop contraignant et pesant.

Ce qui se noue dans ces cheminements individuels spontanés c'est la résonance des sentiments, des subjectivités et des consciences, la force d'une « société locale ». Beaucoup vivent la même chose. Ils éprouvent ces malaises, perçoivent des situations en profond décalage avec leur personnalité, les partagent et les expriment de concert. Ce qui fait la force de ces mouvements c'est leur innervation dans la profondeur des sentiments autant que la maturité de leur prise de conscience. Là encore, plus vraiment d'idéologie comme on pouvait le constater il y a une cinquantaine d'années, mais une aspiration d'épanouissement individuel et collectif. C'est un peu une forme d'entrée en dialogue des intelligences, des socioperceptions, comme si la société fonctionnait comme des cerveaux qui communiquent ensemble. Cela s'appelle une **culture commune**.

C'est sans doute à ces constats que le président Macron a voulu répondre à l'occasion de son discours aux Corses le 7 février 2018. Ce discours a été d'abord celui de la reconnaissance du bienfondé de l'expression des difficultés et des ressentiments par une partie des Corses. Il a été, ensuite, celui de l'histoire commune et des liens de la Corse avec le reste de la nation. Puis enfin, celui d'un Etat voulant assumer ses devoirs et ses responsabilités en apportant les moyens (juridiques, financiers, techniques...) permettant aux acteurs et aux forces vives corses de prendre en main leur destin dans la République et d'assumer pleinement la présence et la politique méditerranéenne de la France. Cette reconnaissance et cette invitation à une coresponsabilité nation / local renforcée a finalement eu un assez bon accueil par la population corse et ont surpris Gilles Simeoni (président du Conseil exécutif de Corse et membre du parti autonomiste) et Jean Guy Talamoni (président de l'Assemblée de Corse et nationaliste corse). Bien qu'ils aient rejeté ce discours, un de nos veilleurs particulièrement au fait de ces sujets n'a pu manquer de percevoir leur trouble face à une façon d'aborder les sujets qui s'inscrit dans la perspective d'un nouveau rapport entre l'Etat, la nation et les territoires, une façon qui nous semble une illustration des tâtonnements vers la métamorphose.

Explosion des applications digitales de la micro-connectivité.

Cela fait maintenant plusieurs décennies que nous constatons que **la société s'organise de plus en plus spontanément en réseau.**

Depuis quelques années, on peut constater un renforcement du phénomène, en particulier grâce au développement des applications digitales de « micro-connectivité ».

Il ne s'agit plus d'établir un lien avec quelqu'un à l'autre bout de la planète, mais d'établir un lien avec quelqu'un qui est dans sa rue, près de son bureau, dans son quartier, tout simplement quelqu'un qui s'intéresse aux mêmes sujets. Ce qui est en jeu ici, c'est la **micro-connectivité**.

« Eatwith » est une autre application qui ne propose pas moins que de dîner chez des habitants géo-localisés près de là où vous vous trouvez. Pour des voyageurs, de quoi faciliter leur immersion locale le temps d'un séjour à l'occasion de déplacements professionnels ou touristiques. Ou tout simplement l'occasion de rencontrer des gens là où l'on se trouve.

« Never Eat Alone », « l'appli qui facilite les rencontres en entreprise », repère autour de vous vos collègues libres et ne souhaitant pas déjeuner seul et qui partagent des centres d'intérêt avec vous, ou bien possèdent des compétences qui vous intéressent.

« Nextdoor » (« le réseau social de votre quartier ») ou encore « mesvoisins.fr » (« votre outil pour un quartier vivant ») vous invitent à faire connaissance, à échanger des services avec vos voisins, à repérer dans votre quartier des gens avec lesquels vous partagez des centres d'intérêts et que vous pourriez fréquenter davantage, avec lesquels vous pourriez mettre en œuvre des projets citoyens, etc.

Cette densification de la **micro-connectivité est porteuse de nouveaux arrangements du tissu social de proximité**. Elle ouvre la perspective non seulement de liens de proximité plus denses, plus coopératifs, plus solidaires mais aussi renforce la perspective de **nouvelles formes d'économie locale fondées sur l'échange, le partage, la coproduction, le service rendu...** Ce phénomène déjà ancien

pourrait considérablement s'amplifier et stimuler l'économie micro locale. Il participe d'un mouvement de réappropriation des territoires.

La métamorphose va-t-elle renforcer le rôle des GAFAM au service du bien commun ?

Depuis quelques années les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), mais aussi les Natu (Netflix, Airbnb, Tesla, Uber) et sans doute bientôt les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi), font l'objet d'une vigilance renforcée tant par les gouvernements et les médias que par l'opinion publique.

Déjà pointées du doigt pour échapper au paiement de l'impôt en ayant recours aux paradis fiscaux, elles sont aujourd'hui qualifiées de BAADD, c'est-à-dire de Big, Anti-compétitive, Addictive, Destructive to Democracy. La sentence est lourde.

Alors que le monde entier utilise leurs services, que de l'avis de beaucoup elles ont considérablement changé et amélioré la vie, elles sont aujourd'hui **contestées pour leurs comportements, leur affranchissement des règles, leur domination, leur puissance financière, l'accumulation des données individuelles dont elles disposent, leur emprise** sur les liens que les individus et les organisations ont établis à l'échelle de la planète et parfois leur éthique. On parle de « Gafa bashing » et de « techlash ». Le phénomène a pris beaucoup d'ampleur dans la Silicon Valley, où les critiques à l'égard des GAFAM sont devenues monnaie courante. Il se traduit par un accroissement important des actions en justice pour réguler l'activité des entreprises high tech (Material regulatory actions). Facebook devant se justifier devant le Congrès américain est un signe important.

La demande de davantage de régulation fait l'objet de nombreuses discussions « on line » pour proposer des solutions de régulation pertinentes et innovantes. Il ne s'agit pas, semble-t-il, d'être bloquant mais plutôt d'être équilibré. Joshua Wright, professeur à l'université George Mason et cité par le The Economist parle de « hipster antitrust » (que l'on peut traduire par régulation anti-trust minima mais efficace en référence à un slip taille basse). D'autres préfèrent parler de « net neutrality » pour mettre en relief le bien commun du net qui ne saurait souffrir d'une domination de certains de ses acteurs.

Les gouvernements et les institutions supranationales ne sont pas sans réfléchir à des solutions. La Commission Européenne par exemple hésite à forcer Facebook à se séparer d'applications comme WhatsApp ou Instagram, facilitant ainsi l'émergence de réseaux sociaux concurrents. De même Google pourrait devoir se séparer de YouTube.

Même si l'on voit se multiplier des applications concurrentes, on peut constater que les GAFAM n'hésitent pas à tuer la concurrence dans l'œuf en les rachetant. Les dirigeants de ces entreprises d'une puissance inégalée sauront-ils spontanément préserver les équilibres et apporter les garanties attendues par les Etats et les utilisateurs ? Rien n'est moins sûr, car tout indique qu'ils ne réagissent qu'aux rapports de force et qu'aux menaces des Etats qui pourraient les découper en morceaux ou interdire leurs activités, comme c'est le cas pour Airbnb dans certaines grandes villes du monde.

Ces entreprises d'un nouveau genre sont difficiles à contenir et à contraindre. Elles sont partout et nulle part à la fois. Le défi de la métamorphose est d'orienter leur activité au service du bien commun. Bien que les lignes bougent, que des ajustements s'opèrent çà et là, le risque est réel d'un usage préjudiciable au bien commun de certaines de ces entreprises que leur valeur boursière place parmi les 10 premières puissances mondiales, au même titre que des Etats.

Le travail de la métamorphose pour contenir les menaces de la digitalisation et faciliter un usage qui va dans le sens du bien commun.

Nous continuons à alimenter le grand **débat entre intelligence artificielle et humaine**. L'IA progresse rapidement. L'intelligence humaine a progressé et continue à le faire (dialogue des trois intelligences, développement de la socioperception -analytique et simplexe- et de l'intelligence collective, intelligence sagesse.)

Il est peu probable que l'IA puisse prendre le pouvoir. Il est plus **probable que la poursuite de la métamorphose humaniste mette l'IA au service de l'intelligence humaine-sagesse**. Mais des humains super-intelligents pourraient-ils prendre le pouvoir sur le reste de l'humanité en s'appuyant sur les Big data et l'IA ? Ou les humains super-intelligents pourraient-ils s'endormir et se faire avoir ? En Californie, une réaction d'angoisse apparaît qui pourrait supporter des retours en arrière, la recherche de barrières et non pas celle de complémentarité.

Il ne se passe pas une semaine sans que des leaders d'opinions, des scientifiques, des journaux, nous alertent sur les risques que font courir le développement numérique et plus particulièrement les technologies numériques. Nous avons déjà signalé dans un numéro précédent du carnet de veille l'appel d'une dizaine de scientifiques relayés bientôt par une centaine pour réclamer une régulation politique du potentiel de ces technologies. Les principaux points portaient alors sur la protection des données individuelles, sur l'évitement d'une fracture numérique, sur l'utilisation des données digitales à des fins commerciales et de la sélection des individus et sur l'utilisation de l'intelligence artificielle à des fins militaires, notamment les robots tueurs. Déjà les alertes portaient sur les enjeux de liberté individuelle et de démocratie.

Depuis, la **vague de vigilance à l'égard du numérique n'a fait que s'étendre**. L'accroissement considérable des « fake news » fait douter de plus de en plus de la véracité des informations qui circulent sur le net. Les révélations d'ingérence de puissances étrangères (la Russie et la Corée du Nord mises en accusation) ou de groupes incontrôlés dans les élections américaines, allemandes et françaises ont renforcé cette inquiétude. Mais les fake news sont devenues monnaie courante et concernent aussi bien l'univers du commerce que celui de la politique. Face à elles, les individus et les médias réagissent en les dévoilant.

Au fur et à mesure que les applications digitales deviennent plus concrètes et plus opérationnelles, on peut observer des gens qui considèrent que le rapport risques/bénéfices d'un usage des informations numériques, des applications digitales, de l'intelligence artificielle est très en faveur des bénéfiques. Les arguments sont de différents ordres : plus de sécurité, de nouveaux services, un coût moins élevé, une façon de mieux réguler, la démonstration que si l'on se conduit « normalement » on n'a rien à craindre.

Ces arguments sont avancés par exemple par les Chinois qui approuvent l'usage des technologies de reconnaissance faciale dans les grandes villes. Certains vont même jusqu'à trouver acceptable que des personnes puissent être verbalisées pour des comportements répréhensibles recueillis par des ordinateurs de surveillance sur la voie publique, du type 'traverser en dehors des passages piétons'. Ce n'est finalement pas très différent des radars qui, sur nos routes, flashent les excès de vitesse et envoient directement la contravention au domicile du chauffeur pris en défaut.

Dans nos pays l'accoutumance à de telles immiscions dans la vie des individus devient très forte. Il suffit pour s'en convaincre de repérer les caméras de surveillance qui sont installées un peu partout dans les rues des grandes villes, dans les espaces publics, dans les espaces privés et qui enregistrent en permanence les allées et venues. C'est grâce à ces informations que le repérage et la surveillance des terroristes a gagné en efficacité. Que dire des informations extraites des téléphones mobiles par les entreprises commerciales et les gouvernements ?

Du point de vue de la métamorphose, on pourrait penser que **ce sont moins les idéologies qui suscitent les réactions que la recherche d'une plus grande efficacité au service du bien commun et d'un nouvel équilibre des régulations sociales**. La logique du vivant primerait sur les positions opposées et bloquantes. **Les lignes bougent, les gens seraient prêts à accepter des restrictions en matière de « liberté totale » (notamment sur la confidentialité des informations privées) pour vivre dans une société avec plus de sécurité et de potentiels pour tout le monde.**

On peut faire l'hypothèse que se cherche un consensus sur des garanties élémentaires et que la société chemine et tâtonne dans cette direction. **Les technologies digitales appellent de nouveaux comportements, de nouveaux droits et de nouvelles responsabilités**. C'est très net en matière de digitalisation de la santé.

L'éthique, le chercheur et les malades : une solution fondée sur la socioperception au service d'un système de soins plus efficace.

Nombreuses sont les personnes qui sont prêtes à partager leurs informations de santé avec les parties prenantes concernées (médecins, Sécurité sociale, assurance, ...) si au total on arrive à un meilleur système de soin, plus performant, moins couteux, offrant des garanties sur l'accès aux soins.

La médecine se décline aujourd'hui en quatre « P » : elle se veut prédictive, préventive, de précision et participative. La relation entre le patient, le médecin et le chercheur ne peut plus être asymétrique comme elle l'a longtemps été. Le patient participe de façon décisive à la recherche médicale, qu'il s'agisse de l'observation et du recueil des données permettant l'établissement du diagnostic, de son consentement éclairé à s'engager dans des études visant à évaluer l'effet des médicaments et des stratégies thérapeutiques et de son apport au suivi régulier de sa maladie. Chacune de ces étapes nécessite une coopération étroite entre patients, chercheurs, médecins et soignants, dans le respect d'une éthique bien comprise et acceptée.

L'accélération des technologies d'information et de communications intéressant la sphère médicale ouvre de nouvelles dimensions : la consultation sur internet est devenue la deuxième source d'information pour les patients ; le nombre de données biomédicales qui peuvent être connectées s'accroît rapidement ; enfin, chacun d'entre nous, sans s'en rendre compte, contribue à l'amélioration de la qualité des soins et à une meilleure gestion des politiques de santé grâce au recueil et à l'exploitation des méga-données de santé issues de l'assurance maladie. Le patient et les associations de patients sont des acteurs de la recherche clinique et, à ce titre, ont pour vocation de participer activement à toutes ses étapes, depuis la conception des protocoles de recherche jusqu'à l'analyse des résultats, leur exploitation et leur diffusion. Ce sont les conditions d'un progrès médical responsable et éthique. Les industries pharmaceutiques sont parfaitement conscientes de ces bouleversements qui transforment considérablement leur écosystème économique et de recherche ainsi que leur rôle et leurs réponses.

Le cas de la santé est illustratif d'un phénomène de connivence des parties prenantes. Beaucoup perçoivent confusément, de façon socio-intuitive, qu'il faut que l'on fasse des concessions, que chacun modifie ses façons de faire, que les rôles de chacun changent et que tout le monde doit travailler de concert. L'accès plus facile à l'information, à des informations plus riches, plus précises, plus personnalisées, ouvre des perspectives nouvelles de progrès de la santé dès lors que chacun coopère différemment. C'est plus de transparence, plus de responsabilité, plus de coopération pour chacun.

Nous ne sommes pas là dans l'application d'un plan de transformation top-down du système de santé mais dans une auto-adaptation des réponses de la société aux enjeux de santé. Bien évidemment les pouvoirs publics poussent, mais ils ne sont pour rien dans la concrétisation du potentiel des applications digitales ou dans le recueil des données. Les initiatives des géants de l'internet mais aussi des centaines voire des milliers de start-up de la santé y sont pour beaucoup. Sans parler des patients, des médecins, des acteurs divers du système de santé qui voient là une façon de réinventer la façon d'exercer leur métier et de soigner mieux.